



Gestion des déchets ménagers et assimilés



# DECHETERIES

Évolution de la réglementation des ICPE  
et des prescriptions générales

Direction Environnement

L'AVENIR,  
L'AVEYRON





## 4 textes de loi à destination des déchèteries



**Décret** du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées

**Arrêté** du 26 mars 2012 pour les installations de collecte des déchets **NON dangereux** relevant du régime de l'**enregistrement**

**Arrêté** du 27 mars 2012 pour les installations de collecte des déchets **NON dangereux** relevant du régime de la **déclaration**  
*en attente de l'annexe*

**Arrêté** du 27 mars 2012 pour les installations de collecte des déchets **dangereux** relevant du régime de la **déclaration**  
*En attente de l'annexe*

# LE DECRET



*Décret n°2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées*



2 rubriques :  
- déchets dangereux : 2710-1  
- déchets non dangereux : 2710-2

3 niveaux de seuils :  
- déclaration soumis au contrôle périodique  
- enregistrement  
- autorisation

	Déclaration	Enregistrement	Autorisation
DD	$1 T < P < 7 T$		$P > 7 T$
DND	$100\text{m}^3 < V < 300\text{m}^3$	$300\text{m}^3 < V < 600 \text{ m}^3$	$V > 600\text{m}^3$

⇒ Changement de Régime présenté par la DREAL

# AFFICHAGE



**Art.15** : Les heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale

**Art.16** : Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse est apposée à l'entrée du site

**Art.23** : Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque ; cette interdiction est affichée en caractères apparents

**Art.27** : Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits

Un affichage visible interdit la partie basse du quai aux usagers

**Art.42** : L'affectation des bennes, casiers ou conteneurs doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés



# AFFICHAGE



**Art.24** : Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel :

Interdiction de brûlage à l'air libre

Procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, réseaux de fluides)

Mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses

Moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie

Procédure d'alerte avec N° du responsable de l'établissement, des SDIS, etc

Modes opératoires

Fréquence de vérification des dispositifs de sécurité

Instruction de maintenance et de nettoyage

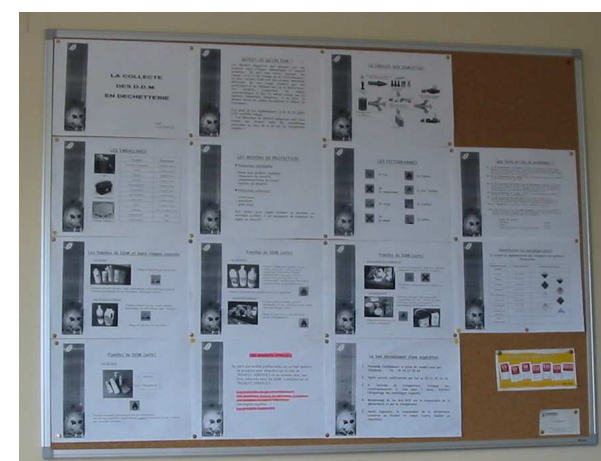
Obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident



# ETAT DES LIEUX



	OUI	NON	
Affichage des heures d'ouverture	40	0	
Signalétique des bennes	39	1	
Signalisation du risque de chute	1	39	
Affichage des consignes de sécurité (picto danger, interdit de fumer,	complet 4	5	incomplet 31



# CONCEPTION



**Art.16** : La voirie d'accès est aménagée afin de ne pas perturber la circulation

Les voies de circulation sont suffisamment larges pour une manœuvre aisée de tous les véhicules

**Art.17** : Les locaux sont convenablement ventilés

**Art.18** : Dans les parties de l'installation présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996.

**Art.19** : L'exploitant tient à disposition les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues et vérifiées

Les équipements métalliques sont mis à la terre





# ETAT DES LIEUX



	OUI	NON
Largeur Haut de quai suffisante	37	3
Voie d'accès adaptée	39	1
ventilation du local gardien	36	4







# EXPLOITATION



**Art.7** : L'exploitant prend les dispositions appropriées pour intégrer l'installation dans le paysage.

L'installation est maintenue propre en permanence

**Art.8** : L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

**Art.9** : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés

**Art.25** : L'exploitant assure la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité

# EXPLOITATION



## Art.42 : Admission des déchets

Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité

Lorsqu'un déchets est refusé, l'exploitant informe sur les filières existantes pour sa gestion

Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de 2 jours

Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers.

Art.44 : les déchets doivent être traités dans des installations réglementées.

Art.45 : Le brûlage est interdit

Art.46 : Le transport doit s'effectuer sans envol

# EXPLOITATION



**Art.43** : Toute opération d'enlèvement se fait sous la responsabilité de l'exploitant

L'exploitant tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants. Il contient les informations suivantes :

Date de l'expédition

Nom et adresse du destinataire

Nature et quantité des déchets expédiés

N° du bordereau de suivi

Identité du transporteur

N° d'immatriculation du véhicule

Qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement

Code du traitement qui va être opéré



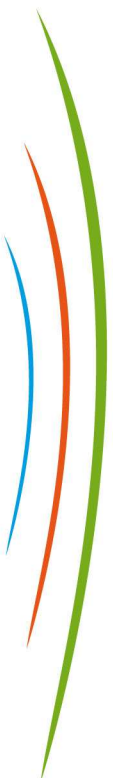
# ETAT DES LIEUX



	OUI	NON
Intégration paysagère	40	0
Propreté de l'installation	40	0
Registre de déchets sortants	25	15
brûlage de déchets	0	40



# FORMATION



**Art.26 :** L'exploitant établit le plan de formation propre à chaque agent

L'exploitant assure la formation de tout le personnel  
(temporaire et permanent)

# ETAT DES LIEUX



	OUI	NON	Non su
Suivi au - une formation	34	4	2
Manipulation DDS	27	13	
Gardien déchèterie	14	26	
Gestion des conflits	8	32	
Secouriste	10	30	
Autres	4	36	

# IDENTIFICATION ET LOCALISATION DES RISQUES



**Art.10 :** L'exploitant recense les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre.

Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement

L'exploitant détermine pour chaque partie la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques

**Art.22 :** L'exploitant établit le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux qui doivent mentionner, pour chaque local, les dangers présents.

Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et bouton pressoir



# DOCUMENTS A DISPOSITION



**Art.3** : L'exploitant tient à jour un dossier comportant :

Le dossier et l'arrêté d'enregistrement

Registre de déclaration d'incidents et accidents

Registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé

Plan de localisation des risques

Fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation

Le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux

Les éléments justifiant la vérification des installations électriques

Registre de maintenance des moyens d'alerte et de lutte incendie

Plans des locaux avec position des équipements d'alerte et de secours

Consignes d'exploitation

Registre de sortie des déchets

Plan des réseaux de collecte des effluents

# ETAT DES LIEUX



	OUI	NON	
Registre incidents/accidents	12	28	
Document unique d'évaluation des risques	13	26	élaboration 1

# DISPOSITIFS DE SECURITE



**Art.13** : Les locaux d'entreposage des déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes : matériaux A2 s2 d0

**Art.16** : La plateforme de déchargement est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre.

**Art.20** : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée.

L'exploitant organise annuellement des vérifications des dispositifs de détection et d'extinction.

**Art.21** : L'installation est dotée de :

- Moyens d'alerte des services d'incendie et de secours
- Plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local
- Appareil incendie (prise d'eau, poteaux, réserve)
- Extincteurs répartis sur les aires extérieurs et dans les lieux présentant des risques spécifiques

# DISPOSITIFS DE SECURITE



**Art.27** : Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets

Un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement

Un dispositif est mis en place sur la voie d'accès à la zone de déchargement, afin d'éviter la chute de véhicules en contre bas

L'éclairage est adapté au déchargement des déchets

# ETAT DES LIEUX



	OUI	NON
Téléphone (moyen d'alerte)	40	0
Borne ou réserve incendie	36	4
Extincteur présent	37	3
Vérification annuelle de l'extincteur	35	5
Butée de roues	35	5
Dispositifs anti-chute	6	34
Eclairage	39	1



# DECHETS DANGEREUX



**Art.11** : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus auquel est annexé un plan général des stockages

Il dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux (Fiches de données de sécurité)

Les récipients portent le nom des produits et les symboles de danger

**Art.12 et Art.29** : Le sol des aires et des locaux de stockage est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

**Art.14** : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et de chaleur

# DECHETS DANGEREUX



**Art.29** : Tout stockage d'un liquide dangereux est associé à une capacité de rétention

**Art.37** : Des dispositions sont prises pour, qu'en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette), il n'y ait pas de déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel





# ETAT DES LIEUX



	OUI	NON
Stockage DDS par catégories	40	0
pictogrammes dangers	29	11
local sous rétention	20	20

25 locaux  
identifiés



# RESSOURCE EN EAU



**Art.32 :** Les eaux pluviales non souillées sont évacuées par un réseau spécifique

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquats

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et au moins 1 fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant sur la base de contrôle visuels réguliers et enregistrés.

Le report ne pourra pas excéder 2 ans.

**Art.35 :** Les rejets d'eaux résiduaires font l'objet d'un traitement permettant de respecter, sans dilution, les normes de rejet issues du Code de l'Environnement

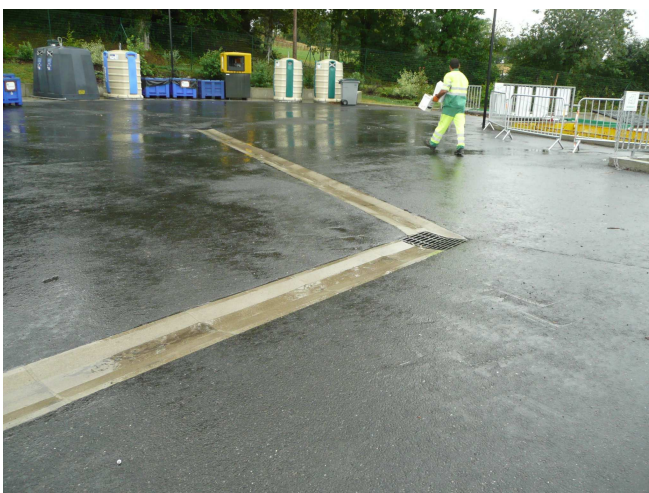


# ETAT DES LIEUX



	OUI	NON
Débourbeur	33	7
Vidange < 3 ans	14	19

	STEP	ANC	Rien
Traitement eaux résiduaires	20	19	1



# REEMPLOI



**Art.28 :** L'exploitant peut implanter dans l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets qui sont destinés au réemploi

Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant

Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. Elle ne dépasse pas 10% de la surface totale de l'installation

La durée maximale d'entreposage de ces produits est fixée par l'exploitant. Elle ne peut excéder 3 mois.





# ETAT DES LIEUX



	OUI	NON
Zone dédiée au réemploi	1	39

3 collectivités sont en partenariat avec une association locale (don de certains conteneurs ou dépôt à l'association avant passage à la déchèterie sur invitation de la collectivité).



# ENTREE EN VIGUEUR



Ces dispositions sont applicables aux installations existantes à la date de publication de l'arrêté ⇒ 6 avril 2012

A l'exception des articles :

**11** : Etat des stocks des produits dangereux – Etiquetage

⇒ 1er octobre 2012

**13, 14, 19, 20, 21** : dispositifs de protection et d'alerte incendie

⇒ 1<sup>er</sup> janvier 2013